

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE D'ALBANIE

POUR LE

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DES ZONES RURALES DE MONTAGNE**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Albanie	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	5
A. Zone du programme et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN ALBANIA (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN ALBANIE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	6

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Lek albanien (ALL)
1,00 USD	=	100 ALL
1,00 ALL	=	0,01USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

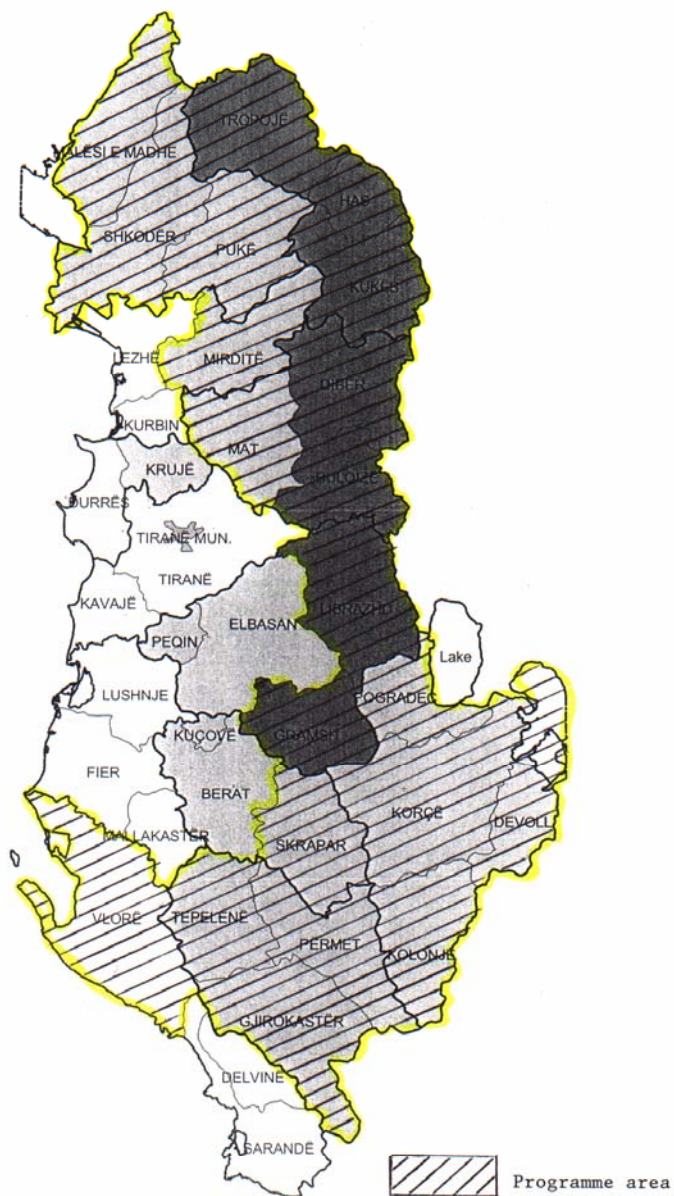
SIGLES ET ACRONYMES

ADZM	Agence de développement des zones montagneuses
DTS	Droits de tirage spéciaux
FFZM	Fonds de financement des zones montagneuses
PIS	Programme d'investissements stratégiques
SDRMA	Programme de développement durable des zones rurales montagneuses
SNDSE	Stratégie nationale de développement socioéconomique
UE	Union européenne

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE
Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE D'ALBANIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ZONES RURALES DE MONTAGNE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République d'Albanie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'économie
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	24,3 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	5,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEURS:	<ul style="list-style-type: none">- Union européenne (UE) (à confirmer)- Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Fonds de l'OPEP)(à confirmer)- Investisseur institutionnel stratégique
MONTANT DU COFINANCEMENT:	<ul style="list-style-type: none">- UE: montant équivalent à 800 000 USD (propositions à élaborer pendant l'exécution).- Fonds de l'OPEP: 3,0 millions de USD (la demande du gouvernement doit être présentée)- Investisseurs institutionnels stratégiques: 700 000 USD
CONDITIONS DE COFINANCEMENT:	<ul style="list-style-type: none">- UE: don- Fonds de l'OPEP: conditions normales.- Investisseurs institutionnels: prêt et capital social.
FINANCEUR(S):	À déterminer (5,0 millions de USD)
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,0 millions de USD (soutien budgétaire et exonération de taxes)
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES, INVESTISSEURS ET COMMUNAUTÉS:	1,7 million de USD

**INSTITUTION CHARGÉE DE LA
PRÉÉVALUATION:**

FIDA

INSTITUTION COOPÉRANTE:

Bureau des Nations Unies pour les services
d'appui aux projets

NOTE DE PRÉSENTATION

Le programme. Le programme quinquennal proposé pour le développement durable des zones montagneuses rurales (SDRMA) représente le quatrième investissement consécutif du FIDA en Albanie. Le concept retenu est conforme à la Stratégie nationale de développement socioéconomique et à l'Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays approuvé par le Conseil d'administration en avril 2005. Le programme a pour but d'accroître les revenus des ménages des zones montagneuses d'Albanie, en particulier au sein de la population rurale très pauvre. Ses objectifs globaux sont: a) de mobiliser des ressources additionnelles dans les zones montagneuses et en leur faveur; b) d'accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté; et c) de renforcer les capacités des institutions et organisations locales à influencer et appuyer les investissements du secteur public et du secteur privé.

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible ultime du programme comprend les ruraux (hommes et femmes) au chômage ou sous-employés, les exploitations agricoles et les entreprises rurales, de petite et moyenne dimensions, des zones montagneuses d'Albanie. L'approche du programme consiste à mettre en évidence et à consolider les mécanismes de réponse aux besoins en investissements, y compris ceux utilisés dans le secteur financier commercial, auxquels peut avoir accès la population rurale au sens large dans les zones les plus pauvres et les moins favorisées du pays. Les principes régissant les procédures opérationnelles du programme, y compris celles qui concernent les investissements d'équipement répondant aux besoins du marché et l'attribution, selon une sélection concurrentielle, de dons en faveur de l'innovation technologique, seront délibérément favorables aux pauvres et donneront la préférence aux investissements qui ont le plus de chance de stimuler l'emploi rural, en particulier pour les femmes.

Pourquoi sont-ils pauvres? La persistance de la pauvreté en Albanie, en dépit de la croissance économique des dernières années, s'explique par la faiblesse, elle aussi persistante, des niveaux d'emploi (en particulier dans les zones montagneuses rurales), dont découle la faiblesse des niveaux de revenus, et par les inégalités dans la structure de la croissance économique. Dans une large mesure, la production actuelle des zones montagneuses continue de reposer sur des activités informelles dans l'agriculture, la transformation et le commerce. Il faut des initiatives de portée plus générale pour extraire de façon permanente la population de la pauvreté.

Que fera le programme pour les bénéficiaires et comment y participeront-ils? On attend du programme un certain nombre de bénéfices importants. Le premier sera la mobilisation, auprès de sources nationales et internationales, d'investissements supplémentaires importants dans les zones montagneuses et en leur faveur. Deuxièmement, une banque commerciale rurale, appartenant aux clients-investisseurs, deviendra entièrement opérationnelle, avec un portefeuille élargi de prêts d'environ 40 millions de USD, des prêts en cours consentis à quelque 10 000 ménages d'agriculteurs et de petites et moyennes entreprises rurales et environ 15 000 à 20 000 prêts décaissés en faveur de particuliers et de petites sociétés au cours de cette période. Troisième bénéfice, répondant aux espoirs placés dans la Stratégie nationale de développement socioéconomique, le programme aidera l'Agence de développement des zones montagneuses (ADZM) en tant qu'institution régionale spécialisée capable d'intervenir comme base des savoirs, comme centre d'analyse et comme source décisive d'informations dans le débat sur les stratégies et politiques de développement des zones montagneuses. Cette agence interviendra aussi pour faciliter et promouvoir les investissements à l'échelon local, pour imaginer et exposer des approches novatrices du développement économique des zones montagneuses, et pour catalyser les multiples formes de partenariat à l'appui de la création d'entreprise afin d'augmenter les revenus des ménages dans la partie la plus pauvre du pays. Le SDRMA devrait apporter une contribution non négligeable aux efforts déployés par le gouvernement en vue d'atteindre l'un des objectifs du Millénaire pour le développement, celui qui vise à réduire à zéro d'ici 2015 la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE
POUR LE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DES ZONES RURALES DE MONTAGNE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République d'Albanie d'un montant de 5,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables en vue de contribuer au financement du Programme de développement durable des zones montagneuses rurales. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'Albanie est un petit pays, essentiellement montagneux situé sur le rivage occidental de la Péninsule des Balkans. Il est limitrophe de la Serbie et du Monténégro au nord-est et au nord, de l'ex-République yougoslave de Macédoine à l'est et de la Grèce au sud. Sa superficie terrestre est d'environ 27 000 km² au total et les principales régions géographiques sont les basses plaines côtières, les collines intermédiaires et les chaînes montagneuses s'élevant jusqu'à 2 000 m au-dessus du niveau de la mer. Il compte environ 3,2 millions d'habitants (recensement de 2001), dont quelque 500 000 dans la capitale, Tirana. On estime que 57% de la population vit en milieu rural et que le quart environ du PIB est produit par l'agriculture qui, après la transition, repose à présent presque exclusivement sur des unités agricoles de très petite taille et généralement morcelées. La densité globale de la population est relativement élevée, avec 116 habitants au km². Les taux d'alphabétisation, d'environ 98%, sont élevés pour les deux sexes, bien que la qualité de l'éducation soit, semble-t-il, en baisse, spécialement dans les zones rurales. Les indicateurs du développement social et les autres données sur le pays donnent à penser que, comme dans d'autres économies en transition en Europe, l'incidence de la pauvreté qui reste élevée est plutôt une question d'appauvrissement économique et de déclin des revenus qu'une pauvreté humaine.

2. L'économie a connu des mutations profondes depuis le début de la transition, en 1991. En 1992, la production, en baisse, ne représentait plus que la moitié de ce qu'elle était en 1989; l'inflation atteignait des niveaux à trois chiffres et le déficit de la balance des paiements courants s'élevait aux deux tiers du PIB. Après la privatisation et la libéralisation de l'agriculture, du commerce de détail et des petites entreprises, la croissance du PIB a atteint les trois années suivantes des taux à deux chiffres, l'inflation est retombée à moins de 10%, et le déséquilibre de la balance des paiements a été considérablement réduit. La poursuite de la croissance en 1996 a été due principalement à l'expansion des recettes fiscales et aux systèmes des investissements en pyramide. L'effondrement de ces systèmes au début de 1997 s'est traduit par la perte d'environ 1,2 milliard de USD d'épargne personnelle et a déclenché une crise qui a mené le pays au bord de la guerre civile. À partir de 1998,

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

l'économie s'est redressée, croissant dans un premier temps au rythme de 7-8% par an, mais ce taux était redescendu à 4,5% en 2002 suite à la crise de l'énergie et aux effets des inondations sur la production agricole. La croissance réelle du PIB en 2003 a retrouvé un taux annuel d'environ 6% et l'on prévoit qu'elle se maintiendra à ce niveau dans le proche avenir. On estime que, si elle parvient à maintenir ce taux de croissance, l'Albanie sera en bonne voie pour atteindre d'ici 2015 l'objectif consistant à réduire de moitié la proportion de la population qui vit sous le seuil de la pauvreté absolue.

3. Les terres arables occupent environ 26% (700 000 ha) de la superficie terrestre de l'Albanie, les pâturages 16% (425 000 ha) et les forêts environ 36% (1 million d'ha). Quarante-cinq pour cent des terres arables se trouvent le long des côtes, essentiellement sous forme de plaines, le reste se répartissant entre les collines (37%) et les zones montagneuses (19%). Moins du tiers des systèmes d'irrigation mis en place pour 417 000 ha sous le régime de l'économie dirigée sont encore en état de marche. Pour une grande partie des structures actuellement opérationnelles, de même que pour le reste des anciens périmètres, les coûts de restructuration seraient trop élevés dans les conditions du marché libre.

4. Après l'effondrement de l'économie dirigée, la fermeture des fermes coopératives et des fermes d'État et la redistribution des terres à des propriétaires privés ont transformé la structure agraire. Ce processus a créé quelque 470 000 petites exploitations familiales d'une superficie moyenne de 0,72 ha, généralement morcelées en unités encore plus petites. Dans certaines zones de colline ou de montagne, qui représentent ensemble plus de la moitié des terres agricoles, les parcelles sont encore plus exiguës, soit environ 0,2 ha. Dans les premières années de la transition, les exploitants ont été contraints de s'orienter vers l'agriculture de subsistance, en adaptant les anciens systèmes dirigistes de production aux besoins de leur propre consommation. Dans les zones au potentiel de production plus élevé, qui se trouvent d'ailleurs situées plus près des grands centres urbains, les agriculteurs commencent à s'orienter davantage vers le marché. Cette tendance apparaît aussi dans les régions montagneuses, mais les débouchés y sont rares et la compétitivité de la production y est généralement beaucoup plus faible.

5. L'élimination des schémas de d'exploitation agricole imposés de manière artificielle à l'époque communiste, l'élevage a retrouvé son importance, en particulier celui des petits ruminants qui pâturent sur de larges espaces dans les zones montagneuses. L'élevage est aujourd'hui une composante majeure de l'agriculture albanaise et représente à peu près 50% de la production totale du secteur. Toutefois, les produits d'origine animale, frais et transformés, sont généralement commercialisés dans des conditions d'hygiène médiocres, et les normes de sécurité alimentaire ou les contrôles vétérinaires appropriés sont mal connus et peu respectés. Il devient plus difficile de conserver à ce secteur sa part sur le marché intérieur, car les consommateurs urbains deviennent plus exigeants sur la qualité et l'hygiène du produit. En dépit de ces difficultés et de ces insuffisances, la commercialisation des produits de l'élevage, ainsi que d'une gamme limitée de fruits, de légumes et de produits de la viticulture, offre néanmoins certaines des meilleures perspectives si l'on veut, grâce à l'agriculture, faire reculer la pauvreté rurale dans les zones montagneuses. Du point de vue de la politique et de la planification, il convient toutefois de considérer le secteur agricole dans le contexte d'une économie rurale multifonctionnelle, en centrant les efforts de réduction de la pauvreté sur une perspective plus vaste, incluant l'utilisation durable des ressources naturelles rurales et les liens connexes en amont et en aval de l'agriculture avec les possibilités économiques offertes par d'autres secteurs.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA²

6. Le programme du FIDA pour le pays a financé trois investissements successifs dans les zones montagneuses et plus pauvres d'Albanie: a) le projet de développement rural du nord-est du pays à

² Voir aussi l'appendice II.

l'aide d'un prêt de 8,4 millions de DTS; b) le projet de remise en état de petits périmètres d'irrigation à l'aide d'un prêt de 6,1 millions de DTS; et c) le programme de développement des zones montagneuses, en cours à l'aide d'un prêt de 9,6 millions de DTS.

7. Les deux premiers projets soutenus par le FIDA se caractérisaient chacun par une approche liée à des échéances précises du projet avec des activités définies au préalable à réaliser sous l'égide générale d'un système de gestion centralisé relevant d'un organisme d'exécution du gouvernement, en l'occurrence le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la protection des consommateurs. Les difficultés rencontrées dans l'exécution des deux projets illustrent les obstacles qui peuvent résulter de l'insuffisance des contrôles budgétaires et des ressources humaines dans ces institutions publiques chargées de la supervision du projet. Ces deux projets ont montré par ailleurs que, spécialement pendant les premières phases de la transition économique de l'Albanie et dans les régions plus pauvres, le renforcement des capacités des institutions publiques et de la société civile exige plus de temps qu'on ne l'avait envisagé dans la conception des projets. On avait alors pensé que la population participerait avec enthousiasme aux arrangements de collaboration adoptés au niveau local pour obtenir un impact sur le développement, à savoir le soutien au rôle des associations d'irrigants dans les petits périmètres d'irrigation et l'accès élargi au crédit par le biais d'une formule de prêt fondée sur le groupe, à une époque où le public ne manifestait que peu de confiance et dévouement aux institutions publiques et où la population en général avait par nécessité adopté une attitude hautement individualiste pour survivre. Ces initiatives n'ont donc eu qu'un succès limité. Ces projets ont en outre montré qu'il est difficile d'exercer un impact important sur les moyens d'existence ruraux en mettant l'accent sur un seul sous-secteur ou en intervenant par de multiples initiatives largement dispersées, réalisées séparément et qui, individuellement, ne pouvaient produire que des gains limités dans un seul aspect à la fois du développement d'une zone marginale.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Albanie

8. **Politique d'éradication de la pauvreté de l'Albanie.** Le gouvernement a élaboré en 2001 une Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, rebaptisée plus tard Stratégie nationale de développement socioéconomique (SNDSE). Cette dernière met l'accent sur la création et le maintien d'un environnement favorable à l'entreprise et l'encouragement à la création d'emplois pour les pauvres, sur l'amélioration du capital humain par une augmentation des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé, et sur l'autonomisation des pauvres par le biais d'une participation accrue au processus politique. Cette stratégie reconnaît à la croissance économique le rôle de «principal mécanisme de réduction de la pauvreté et [considère] la stabilisation macroéconomique comme le moyen de créer un environnement propice à une croissance durable». En tant qu'instruments d'application de la stratégie, le gouvernement a adopté un cadre économique à moyen terme et un programme d'investissements publics, actualisés chaque année. Ces outils sont un moyen précieux pour promouvoir une allocation des fonds publics dans une direction favorable aux pauvres conformément aux politiques tendant à une croissance durable. La documentation connexe est en cours d'adaptation dans l'optique d'une intégration graduelle à l'Europe, à la suite des négociations engagées par l'Albanie au sujet de l'Accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne (UE) en 2003. L'Agence pour le développement des zones montagneuses (ADZM), financée par le FIDA, est intervenue pour faire inscrire dans la stratégie une dimension consacrée expressément aux «zones montagneuses». Cette initiative de concertation représente un pas important dans la reconnaissance de la situation spéciale des zones montagneuses et ouvre la voie à l'adoption d'autres mesures, notamment dans le cadre du programme proposé, pour élaborer un train de mesures spéciales en faveur du développement des zones montagneuses.

9. **Les activités d'éradication de la pauvreté des autres grands donateurs.** Plusieurs grands organismes donateurs implantés en Albanie participent à: a) l'évolution des cadres juridique et réglementaire associés au développement de l'économie rurale et aux exigences d'une économie libéralisée, axée sur le marché; b) l'instauration d'un climat d'investissements commerciaux propice

au développement plus soutenu de l'entreprise; c) la consolidation des processus démocratiques; et d) l'appui à la décentralisation de l'administration publique. La Stratégie d'assistance pour le pays de la Banque mondiale (2002-2005) vise à améliorer la gouvernance et à renforcer les institutions, à promouvoir la croissance durable du secteur privé et à favoriser le développement humain. La Banque européenne d'investissement aide à reconstruire les routes et à développer les petites et moyennes entreprises. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) centre son aide sur la démocratie et la gouvernance, les systèmes juridique et judiciaire, les soins de santé primaires et un certain nombre de domaines d'intérêt général concernant le trafic des êtres humains, la planification du secteur de l'énergie et le suivi des effets de la SNDSE sur la population rurale. Le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord poursuivra probablement son action en faveur d'une meilleure gouvernance et ses activités de plaidoyer réalisées en partie dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses financé par le FIDA. Au titre de ce même programme, le Gouvernement italien soutient des initiatives visant à améliorer l'accès des agriculteurs au marché par des accords de jumelage, l'analyse de la chaîne de l'offre et des plans ultérieurs d'investissements stratégiques (voir plus loin). Dans un premier temps, dans le cadre du programme communautaire d'assistance à la reconstruction, au développement et à la stabilisation, des ressources substantielles sont affectées aux programmes tendant au renforcement des institutions et au développement économique et social. Le programme de développement durable des zones montagneuses rurales (SDRMA) est conçu de manière à compléter ces initiatives importantes, puisqu'il a pour caractéristique principale de s'attacher uniquement aux zones défavorisées.

10. **Stratégie du FIDA en Albanie.** La stratégie suivie par le FIDA en Albanie au cours des 12 dernières années a consisté à créer les fondements nécessaires pour susciter une augmentation durable de l'activité économique dans les zones montagneuses pauvres et une intégration plus étroite de ces zones à l'économie nationale. Les deux premiers projets financés par le Fonds visaient principalement à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus dans les districts montagneux choisis parmi les plus pauvres, en cherchant ainsi à assurer les moyens d'une survie basée sur l'agriculture après les effets déstabilisateurs de la transition économique. L'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays rédigé par le FIDA en 1999 maintenait le caractère prioritaire attribué aux zones montagneuses, mais dans une perspective plus programmatique des investissements, sans cibles matérielles fixées d'avance. Il recommandait de créer l'ADZM et le Fonds de financement des zones montagneuses (FFZM) en tant qu'institutions spécialisées et autonomes chargées, respectivement, des aspects plus généraux du développement de zones montagneuses et de l'amélioration de l'accès au crédit pour compenser la concentration continue sur les zones à potentiel élevé d'autres régions du pays choisies par les autres partenaires du développement de l'Albanie, les banques et les institutions financières.

11. Le dernier en date des exposés des options et stratégies d'intervention pour le pays, approuvé par le Conseil d'administration en avril 2005, esquisse les investissements que le Fonds pourrait financer au cours de la période 2006 à 2012 et souligne le fait que le processus de transition a progressé au point que s'ouvrent, pour soutenir le développement économique et social, de nouvelles perspectives encore inimaginables il y a seulement quelques années. Les nouveaux investissements du FIDA devraient viser à accroître, dans le secteur privé et le secteur public, la capacité de répondre à la variété des besoins et des possibilités en investissements qui surgissent dans un environnement économique qui connaît une mutation et une modernisation rapides. Les investissements destinés aux zones de montagne devraient être conçus de manière à aider ceux qui sont capables ou pourraient devenir capables d'entreprendre des activités économiquement viables génératrices de revenus et qui désirent s'engager dans cette voie. Bien que l'agriculture et d'autres activités connexes continueront d'occuper une place éminente dans le programme d'investissement du FIDA, il est reconnu que le secteur agricole ne peut être le seul vecteur du progrès économique futur pour la population des zones montagneuses. Le FIDA s'efforce à présent d'élargir les perspectives de croissance économique et de création d'emplois dans les zones plus pauvres; il compte atteindre cet objectif par l'orientation de son soutien direct vers le développement des activités économiques et des petites et moyennes entreprises

et, surtout, par les effets catalytiques que ce soutien exercera sur l'allocation des ressources d'autres bailleurs de fonds.

12. Le concept du programme d'investissements stratégiques (PIS) est un important outil novateur introduit par le FIDA en Albanie et dans d'autres pays des Balkans. Les PIS sont des outils qui servent à comprendre les relations réciproques en vue d'améliorer l'efficacité dans les principales chaînes de l'offre de produits agricoles de base. Ces outils, destinés aux produits de base particulièrement importants pour les pauvres, concernent les producteurs, les transformateurs, les négociants et les institutions financières. Une approche participative permet d'abord de recenser les obstacles et les facteurs propices à la croissance des activités économiques connexes; une série d'activités d'investissement pertinentes est ensuite mise en œuvre. Selon le produit de base, la nature de ces investissements varie, allant du financement de petites infrastructures au transfert de technologie, à la formation technique ou professionnelle de la main-d'œuvre, à l'apport de compétences en planification des affaires et aux méthodes améliorées de gestion des ressources naturelles. Comme l'a relevé l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays d'avril 2005, le concept du PIS et son application seront un élément important du programme proposé. Dans ce programme, 20% environ des investissements stratégiques viseront expressément à améliorer les moyens d'existence des femmes rurales pauvres.

13. **Raison d'être du programme.** Comme indiqué plus haut, les analyses récentes confirment les dimensions régionales de la pauvreté en Albanie et justifient pleinement que l'effort de développement demeure explicitement axé sur les conditions, besoins et potentiels propres aux zones montagneuses. La conception du programme a été dictée par trois considérations principales: a) la concordance avec les engagements pris par le gouvernement en termes d'actions à mener pour éradiquer la pauvreté dans les zones montagneuses et instaurer la cohésion sociale et économique par le développement du secteur privé et la décentralisation; b) la concordance avec les stratégies institutionnelle, régionale et nationale du FIDA; et c) la concordance avec les arrangements fonctionnels et financiers de l'UE qui se mettent en place pour les organismes régionaux de développement.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

14. Le programme englobera les 11 districts dont plus de 80% de la superficie est classée parmi les zones montagneuses et les dix districts dont 50 à 80% de la superficie entre dans la même catégorie. La zone globale du programme compte environ 1,7 million d'habitants, soit environ la moitié de la population totale du pays, parmi lesquels une grande majorité de ruraux pauvres. Cette zone exclut les basses terres côtières plus plates, dont il est admis qu'elles contiennent les terres agricoles les plus importantes du pays, où la commercialisation est moins problématique et qui sont aujourd'hui les plus favorisées sur le plan des possibilités économiques, des investissements globaux dans l'entreprise et du niveau d'activité économique. Le groupe cible ultime du programme comprend les ruraux (hommes et femmes) au chômage ou sous-employés, les petits et moyens exploitants et les entrepreneurs ruraux. Les possibilités d'investissement recensées au moyen des techniques de programmation et de planification régionales et des PIS élaborés avec le secteur privé seront classées d'après leur potentiel de transfert des savoirs, des compétences, de la technologie et des ressources aux habitants plus pauvres de la région et d'après leur capacité à créer des emplois en faveur de cette population, en particulier les femmes rurales, sans oublier pour autant que ces possibilités doivent être économiquement viables et durables. Ce classement jouera un rôle central dans l'attribution d'un ordre de priorité aux possibilités d'investissement retenues par le programme.

B. Objectifs et portée³

15. Le programme a pour but d'accroître les revenus des ménages des zones montagneuses d'Albanie, en particulier au sein de la population rurale plus pauvre. Ses objectifs globaux sont: a) de mobiliser des ressources additionnelles dans les zones montagneuses et en leur faveur; b) d'accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté; et c) de renforcer les capacités des institutions et organisations locales à influencer et appuyer les investissements publics et privés. Ces objectifs globaux doivent être atteints principalement par le soutien visant à: a) doter l'ADZM du personnel, des compétences, des fonctions, des liens institutionnels et des arrangements financiers voulus pour que cette agence puisse œuvrer en tant qu'agence régionale de développement de type UE et b) appuyer la transformation du FFZM en une banque rurale.

C. Composantes

16. Le programme aura quatre composantes, dont trois à réaliser par l'intermédiaire de l'ADZM et la quatrième par celui du FFZM. Les trois composantes ADZM seront les suivantes: a) développement du programme régional; b) développement du secteur privé, et c) application et essai sur le terrain des formules d'investissement. La composante liée au FFZM consisterait à transformer ce fonds en une banque rurale à part entière.

17. **Le développement du programme régional** consisterait à soutenir: a) la constitution d'un réseau et la promotion pour faire de l'ADZM une agence digne d'entrer dans la l'interlocuteur de la communauté internationale des organisations spécialisées s'occupant du développement économique dans les zones moins favorisées et pour mobiliser des ressources additionnelles et promouvoir les investissements dans ces zones; b) les études, l'analyse et la recherche sur l'action à mener par les pouvoirs publics pour faire de l'ADZM une base de savoirs nationale sur les zones montagneuses; et c) le renforcement des communautés pour qu'elles participent à leur propre développement. Cette dernière initiative comprendrait le renforcement des capacités des administrations locales en matière de planification et de réalisation des investissements en faveur du développement durable, un fonds qui fournirait des contributions de contrepartie sous forme de dons pour couvrir le coût des microprojets prioritaires de la communauté et le soutien à l'organisation de forums sur les zones montagneuses à l'échelon du district et du pays.

18. La composante **développement du secteur privé** visera à soutenir: a) la promotion de l'entreprise et des liaisons financières en reliant les jeunes entreprises aux divers types de prestataires de services au développement de l'entreprise opérant en milieu rural et aux institutions financières pertinentes, formelles et informelles; b) la poursuite de l'élaboration participative des PIS pour informer les entreprises existantes ou potentielles des possibilités optimales d'investissement d'après les analyses des filières produits / chaînes de la valeur; et c) du renforcement des capacités de la main-d'œuvre par le biais d'un appui aux établissements nationaux d'éducation en vue de dispenser une formation technique aux femmes et aux jeunes lorsque le manque de compétences appropriées a été reconnu par le PIS comme un obstacle déterminant.

19. Les composantes développement du programme régional et développement du secteur privé sont essentiellement des exercices de programmation, centrés sur les dispositions à prendre pour recenser et diffuser l'information sur le transfert des compétences et sa planification. La composante **application et essai sur le terrain des formules d'investissement** apportera un appui à la réalisation effective des investissements de développement, et tout particulièrement ceux qui ont été recensés dans le cadre des PIS. Dans un premier temps, cette composante visera à soutenir: a) des petites infrastructures économiques à l'aide de dons d'accompagnement pour la rénovation ou la construction des petites infrastructures rurales dont il a été établi qu'elles sont indispensables au développement de l'activité économique dans la localité; b) l'innovation technique par l'octroi, sur une base

³ Voir l'appendice III pour de plus amples détails.

concurrentielle, de dons d'accompagnement pour les investissements liés à la qualité et au contrôle de qualité des produits, à l'hygiène et à la sécurité, au marquage et à la commercialisation des produits; et c) la coordination et la fourniture de services vétérinaires publics pour la lutte contre la brucellose des petits ruminants.

20. La composante **transformation et expansion du FFZM** vise à convertir, d'ici la fin de la période d'exécution du programme, cette institution, qui est actuellement une fondation d'utilité publique, en une banque commerciale rurale pleinement agréée et offrant des services financiers complets, de manière à promouvoir une croissance économique durable dans les communautés montagneuses rurales. Cette transformation, conforme aux exigences de la Banque d'Albanie, se ferait en trois phases: une période préparatoire avant la délivrance au FFZM d'une licence pré-bancaire, allant de novembre 2005 à mi-2006; une période de pré-licence, de mi-2006 à mi-2007; et l'exercice des fonctions d'une banque commerciale rurale à partir de mi-2007. Tout en offrant les services bancaires d'une banque commerciale rurale à un plus large public, la nouvelle banque conserverait le centrage du FFZM sur les zones rurales et montagneuses. En 2010, les objectifs suivants devraient être atteints: a) systèmes bancaires appropriés, informatisés, entièrement opérationnels dans la nouvelle banque; b) gamme appropriée de produits financiers ruraux offerte à la clientèle; c) 40 succursales opérationnelles dans les zones rurales; d) environ 20 000 clients ruraux déposant leur épargne dans la nouvelle banque, le solde total des dépôts atteignant environ 22 millions USD; e) environ 10 000 emprunteurs actifs étendant leurs entreprises rurales à l'aide de prêts bancaires, avec un portefeuille total d'environ 40 millions de USD; et f) la majorité du capital social de la banque détenue par quelque 5 000 petits clients privés et investisseurs institutionnels stratégiques. Pour atteindre ces objectifs, cinq activités seront soutenues par le programme: a) mise au point de la structure de propriété et de gouvernance; b) mise en place du réseau des succursales et activités de sensibilisation; c) mise en valeur des ressources humaines; d) mise au point des produits; et e) développement des systèmes.

21. Les investissements du programme à l'appui des activités et de la restructuration de l'ADZM correspondront à l'approche progressive et fondée sur la performance adoptée pour le financement général du programme (voir la section D ci-après). Les trois composantes ADZM sont conçues pour être mises en œuvre sous la forme d'un ensemble de mesures connexes et qui se renforcent mutuellement et en aucun cas sous la forme d'initiatives distinctes et parallèles. Ainsi, dans la composante secteur privé, les PIS seraient le produit du cadre d'investissements stratégiques résultant de la composante consolidation du programme régional et seraient compatibles avec ce cadre. Les activités menées au titre de la composante application et essais sur le terrain des formules d'investissement évolueront forcément au fil du temps, à mesure que les deux autres composantes proposeront de nouvelles formules d'investissement, l'idée étant qu'après les essais fructueux sur le terrain, le perfectionnement et la démonstration de l'efficacité d'un investissement sur le terrain, l'ADZM abandonnerait l'exécution directe d'investissements similaires au profit d'autres organismes ou du secteur privé, et passerait à de nouvelles options. Toutes les activités de programmation et de terrain soutenues par l'ADZM seraient classées par ordre de priorité en fonction de leur centrage et de leur impact sur les pauvres. Les investissements consacrés par le programme à l'appui du processus de transformation du FFZM en une banque commerciale rurale seraient assortis de cibles bien définies et d'échéances fixes pour le processus d'investissement qui pourraient servir plus tard à l'examen des progrès enregistrés dans l'exécution de cette composante, autrement dit de la transformation du FFZM en une banque commerciale rurale.

D. Coûts et financement

22. Le coût total du programme est estimé à 24,3 millions de USD. Conformément à son système d'allocation fondé sur la performance, le FIDA apportera environ 8,0 millions de USD. Les cofinanceurs apporteront 4,5 millions de USD, le(s) financeur(s) (à déterminer) 5,0 millions de USD et le gouvernement 2,2 millions de USD en aide budgétaire et 2,8 millions de USD en droits et taxes

cedés. On prévoit la participation d'un investisseur institutionnel stratégique au processus de transformation du FFZM et au financement ultérieur de la nouvelle banque. Des cofinanceurs (l'UE et le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) sont recherchés pour contribuer au financement des investissements associés aux composantes ADZM concernant le développement du programme régional et l'application sur le terrain des formules d'investissement.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% total des coûts de base
Développement du programme régional	1 105,5	569,4	1 674,9	34	7
Développement du secteur privé	276,5	15,0	291,5	5	1
Application et essai sur le terrain des formules d'investissement	9 924,8	2 989,2	12 914,0	23	54
Soutien au processus de transformation du FFZM	1 854,0	3 449,2	5 303,2	65	22
Organisation et gestion de l'ADZM	3 315,7	337,4	3 653,0	9	15
Total des coûts de base	16 476,4	7 360,2	23 836,6	31	100
Provisions pour aléas d'exécution	42,4	9,9	52,3	19	-
Provisions pour aléas financiers	311,5	54,3	365,8	15	2
Total des coûts du programme	16 830,3	7 424,4	24 254,7	31	102

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA Prêt 2005		Financier(s) (à déterminer)		Communautés investisseurs/ clients.		Cofinancement		Gouvernement (dont droits et taxes)		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Description du programme régional	646,1	37,7	551,4	32,1	500,0	29,1	-	-	18,1	1,0	1 715,5	7,1	579,9	1 117,5	18,1
Développement du secteur privé	106,4	35,8	191,0	64,2	-	-	-	-	-	-	297,4	1,2	15,2	282,2	-
Application et essai sur le terrain des formules d'investissement	1 835,9	14,2	3 626,0	28,0	1 235,0	9,6	3 760,0	29,1	2 470,0	19,1	12 926,9	53,3	2 993,1	7 843,8	2 090,0
Transformation et expansion du FFZM	4 100,0	77,0	-	-	-	-	753,1	14,1	474,4	8,9	5 327,4	22,0	3 470,4	1 382,7	474,4
Organisation et gestion de l'ADZM	1 311,6	32,9	631,5	15,8	-	-	-	-	2 044,2	51,3	3 987,4	16,4	365,9	3 386,0	235,5
Total décaissement	8 000,00	33,0	4 999,9	20,6	1 735,0	7,2	4 513,1	18,6	5 006,7	20,6	24 254,7	100,0	7 424,4	14 012,3	2 818,0

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

23. **Passation des marchés.** Tous les marchés portant sur les biens, travaux et services à financer au moyen des produits du prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière. Les contrats portant sur l'achat de biens d'un coût estimé à un montant équivalant à plus de 25 000 USD seront attribués par voie d'appel d'offres local, tandis que les achats de biens d'un coût estimé à un montant équivalant à 25 000 USD ou moins seront attribués par consultation de fournisseurs à l'échelon national. On pourrait aussi décider que tout contrat portant sur l'achat de biens et d'équipements spécialisés d'un coût estimé à 25 000 USD ou à un montant inférieur sera attribué par entente directe, sous réserve de l'examen préalable par l'institution coopérante. Ces articles seront identifiés a priori et seront inclus dans le plan de passation des marchés qui sera approuvé par le FIDA, par l'institution coopérante et par l'emprunteur. Pour les travaux de génie civil, tout contrat dont le coût est estimé à un montant équivalant à plus de 25 000 USD sera attribué par voie d'appel d'offres local, tandis que les travaux dont le coût est estimé à un montant équivalant à 25 000 USD ou moins seront attribués par consultation de fournisseurs à l'échelon local. Pour les services, tout contrat dont le coût est estimé à un montant équivalant à plus de 25 000 USD sera attribué par voie d'appel d'offres local, tandis que les services dont le coût est estimé à un montant équivalant à 25 000 USD ou moins seront attribués par consultation de fournisseurs à l'échelon local.

24. **Décaissements.** Le décaissement du prêt proposé du FIDA d'un montant équivalant à 8,0 millions de USD s'étalera sur une période de cinq ans. Le Ministère des finances ouvrira et tiendra auprès de la Banque d'Albanie deux comptes spéciaux, l'un pour l'ADZM et l'autre pour le FFZM, libellés en dollars des États-Unis. Ces comptes spéciaux serviront à recevoir une avance en liquide prélevée sur le compte de prêt du FIDA et à financer la part des dépenses du programme incombant au FIDA. Le montant total du dépôt initial sur chacun des comptes spéciaux sera limité à 800 000 USD.

25. **Comptabilité et vérification des comptes.** L'ADZM et le FFZM continueront d'utiliser des systèmes comptables conformes aux normes comptables internationales et aux exigences du gouvernement. Chaque institution sera tenue de regrouper toutes les informations financières et d'en rendre compte périodiquement au gouvernement, au FIDA, à l'institution coopérante et aux vérificateurs des comptes. La vérification des comptes et des états financiers du programme sera faite pour chaque année budgétaire sur la base des normes internationales en matière d'audit et conformément aux directives du FIDA en la matière. Un vérificateur des comptes indépendant sera choisi à cette fin sur la base des directives du FIDA.

F. Organisation et gestion⁴

26. Les investissements financés au titre du programme feront partie intégrante des responsabilités administratives des institutions spécialisées dotées par le gouvernement de statuts en vertu du programme d'investissement précédent du FIDA, le programme de développement des zones montagneuses. Toutefois, pour donner plus de poids aux méthodes décentralisées et participatives utilisées pour stimuler la régénération des zones rurales et la croissance économique, le conseil d'administration de l'ADZM sera restructuré et placé sous la présidence du Ministre de l'économie. Sa composition sera modifiée pour tenir compte du rôle primordial joué par l'ADZM en tant que promoteur de la croissance économique du secteur privé dans un climat de développement caractérisé par une démocratisation et une décentralisation plus poussées. Les intérêts du secteur privé seraient représentés par l'Association des banquiers, la/les chambres(s) de commerce et les représentants élus des principales associations de producteurs et de négociants. Les intérêts de la société civile seraient défendus par des personnes élues au sein du forum de district de la zone montagneuse choisi par rotation parmi chacune des quatre zones d'opération des bureaux du réseau de l'ADZM et,

⁴ Voir l'Appendice IV pour plus de détails.

éventuellement, au sein du forum national une fois ce dernier établi. Les intérêts du secteur public aux échelons principaux de l'administration locale seraient représentés par l'élection d'un membre du conseil au sein des communes de la zone montagneuse et d'un membre au sein des régions (cette fois encore par rotation entre les quatre zones d'opération des bureaux du réseau de l'ADZM). À l'échelon national, les principaux ministères seraient représentés parmi les administrateurs et comprendraient, en premier lieu, le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la protection des consommateurs, le Ministère du commerce et du tourisme, le Ministère de l'environnement et le Ministère des finances.

27. Au milieu de la troisième année du programme, le gouvernement et le FIDA procéderont à un examen approfondi du programme national de l'Albanie pour évaluer la performance du présent programme. La mission d'examen évaluera en détail les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs institutionnels du programme concernant: a) la transformation du FFZM, les opérations de la nouvelle banque prévue et les résultats obtenus par la banque dans l'élargissement de son portefeuille au regard des résultats escomptés dans le plan de financement à moyen terme de la banque, et b) l'évolution prévue sur le plan des priorités fonctionnelles de l'ADZM, en particulier le succès qu'elle aura obtenu dans l'adaptation de ses opérations et de ses activités d'investissement aux initiatives de programmation stratégiques, et la mesure dans laquelle elle aura réussi à mobiliser des ressources additionnelles, à forger des partenariats opérationnels et à adopter des formules novatrices pour le développement de l'économie rurale dans les zones montagneuses. Comme suite à la mission d'examen, il pourrait être présenté une nouvelle proposition de prêt au Conseil d'administration.

G. Justification économique

28. On attend du programme un certain nombre de bénéfices importants. Le premier sera la mobilisation, auprès de sources nationales et internationales, d'investissements supplémentaires conséquents dans les zones montagneuses et en leur faveur. Deuxièmement, une banque commerciale détenue par les clients-investisseurs sera entièrement opérationnelle d'ici la cinquième année du programme, avec un portefeuille élargi de prêts de plus de 40 millions de USD; on comptera environ 10 000 prêts en cours, dont bénéficieront des ménages d'agriculteurs et des petites et moyennes entreprises rurales, et environ 15 000 à 20 000 prêts auront été décaissés en faveur de particuliers et de petites entreprises au cours de cette période. Troisième bénéfice, répondant aux espoirs placés dans la SNDSE, le programme aura contribué à faire de l'ADZM une agence spécialisée de développement régional capable d'agir comme base de savoirs, centre d'analyse et source essentielle d'information dans le débat sur les stratégies et les politiques de développement des zones montagneuses. D'autre part, l'ADZM aiderait à faciliter et promouvoir les investissements à l'échelon local, imaginant et illustrant des méthodes novatrices pour le développement économique des zones montagneuses et catalysant de multiples formes de partenariat à l'appui de la création d'entreprises et de leur expansion pour améliorer les revenus des ménages dans les zones les plus pauvres du pays. En particulier, l'introduction dans les programmes de l'ADZM d'une perspective plus large sur les possibilités de régénération de l'environnement rural et de diversification de l'économie rurale devrait se traduire par une accélération des investissements dans les entreprises non agricoles qui apportent un complément essentiel aux activités agricoles pour asseoir sur une base solide la viabilité future des communautés rurales dans les zones montagneuses. Quatrièmement, à titre de démonstration et de banc d'essai, et dans l'optique de la décentralisation, les opérations de l'ADZM aideront les conseils communaux à assumer intégralement la responsabilité de la planification, de l'exécution et du financement des investissements prioritaires de la communauté. Les organes de l'administration locale devront pouvoir prouver, et c'est une exigence fondamentale, qu'ils ont cette capacité, conformément aux règles établies par les sources potentielles de financement extérieur – notamment l'UE – s'ils veulent avoir accès à un niveau substantiel de financement attendu des sources internationales.

H. Risques

29. Il existe un risque de voir se dégrader, pour les petites et moyennes entreprises, le contexte dans lequel s'inscrivent l'action des pouvoirs publics et les investissements dans les secteurs du commerce et des affaires. Cette dégradation pourrait résulter de l'instabilité politique ou macroéconomique et des lacunes dans la lutte contre les pratiques commerciales illégales qui, à leur tour, pourraient entraver les investissements agricoles et non agricoles. Ces risques ont été atténués dans la conception du programme par l'élargissement de l'éventail des habitants qui ont intérêt à préserver la stabilité et la transparence des entreprises rurales et le climat des investissements, et à obtenir de la population qu'elle collabore plus largement avec le gouvernement dans différents domaines publics lors des débats sur les stratégies et les politiques. Parmi les mesures spécifiques, on signalera l'appui continu aux instances de développement des zones montagneuses, leur représentation dans les organes publics à tous les niveaux de décision et la restructuration proposée du conseil d'administration de l'ADZM.

30. S'agissant de la transformation du FFZM, son personnel d'encadrement pourrait ne pas posséder les compétences techniques et gestionnaires requises pour exercer les diverses activités complexes que ce processus implique. Le programme se propose de faire face à ce risque en apportant un soutien financier initial en vue de faire appel à une importante assistance technique, d'un niveau élevé, pour aider à concevoir la conversion et à la réaliser. En outre, la proposition de représentation des investisseurs stratégiques internationaux aurait pour effet de faire entrer au conseil d'administration de la nouvelle banque des compétences bancaires de plus haut niveau pour s'assurer que la transformation technique procède conformément aux plans convenus.

I. Impact sur l'environnement

31. L'impact global des investissements du programme devrait être neutre et a donc été classé dans la catégorie B. Le programme a choisi délibérément de ne pas dicter le type d'investissement à réaliser pour améliorer l'infrastructure, ni la gamme des entreprises privées qui peuvent être créées ou agrandies. On s'attend toutefois à ce que les investissements d'infrastructure financés par le programme soient d'ampleur limitée et qu'ils soient associés principalement à des améliorations durables de l'efficacité et de la rentabilité des activités agricoles et avec des gains d'efficacité dans une variété de chaînes de l'offre/de valeur des produits agricoles. Aucun changement majeur n'est envisagé dans l'utilisation désignée des terres et des ajustements pourraient être apportés aux pratiques agricoles par le remembrement des terres réalisé pour des raisons d'efficacité, de rentabilité et des possibilités de commercialisation qu'offrent les marchés actuels aux produits agricoles. Les travaux d'irrigation se borneraient à améliorer les périmètres existants sur les terres agricoles actuelles.

32. Comme le prévoit la Stratégie nationale de développement socioéconomique, l'objectif à long terme consistant à atteindre des normes environnementales conformes aux règles de l'UE fait partie intégrante de la feuille de route tracée pour l'adhésion de l'Albanie à l'UE. La sélection, la conception et les procédures de construction bénéficiant du soutien du programme obéiraient aux pratiques établies en Albanie conformément aux règles et procédures exhaustives en place pour l'environnement. Les critères d'admission au soutien du programme stipulent que les travaux doivent être respectueux de l'environnement et qu'ils seraient, si nécessaire, soumis à des évaluations d'impact sur l'environnement et à une inspection. Les techniciens de l'ADZM et les bureaux de son réseau veilleraient à l'application de la réglementation albanaise en matière d'évaluation d'impact sur l'environnement et des directives du FIDA en la matière.

J. Aspects novateurs

33. Le programme revêt plusieurs aspects novateurs par sa conception d'ensemble et par son approche du développement en Albanie. Premièrement, le financement échelonné du prêt du FIDA lie expressément la performance des investissements du FFZM et de l'ADZM au système d'allocation du FIDA fondé sur la performance. Cette façon de faire incite les principales organisations en cause à réaliser l'objectif du programme, qui est de mobiliser des ressources privées et publiques supplémentaires en faveur de la croissance des entreprises et des revenus des ruraux pauvres dans la zone du programme. Deuxièmement, le programme mobiliserait des capitaux privés en faveur de la création d'entreprises sous la forme d'une participation des investisseurs stratégiques internationaux à la nouvelle banque et à l'expansion accélérée du portefeuille par la conversion du FFZM en une banque à l'aide des dépôts des clients. Troisièmement, le programme introduira des procédures transparentes pour la prise en charge d'une partie des coûts d'investissement par les entrepreneurs et les communautés actifs et potentiels et pour le partage par les conseils communaux habilités à le faire des recettes produites localement afin d'apporter une contribution de contrepartie aux allocations du programme en faveur des investissements prioritaires de la communauté. Quatrièmement, la restructuration de l'ADZM visant à faciliter la poursuite de sa transformation en un organisme spécialisé de développement régional pour les zones montagneuses, qui travaillera selon des modalités analogues à celles des organismes similaires d'autres pays européens, constitue une innovation, tant pour le FIDA que dans le contexte de développement de l'Albanie.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

34. Un accord de prêt entre la République d'Albanie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

35. La République d'Albanie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

36. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Albanie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (5 500 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2045 ou avant cette date. Ce prêt, assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS
L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de l'Accord de prêt achevées le 29 novembre 2005)

1. Comptes du programme

- a) L'ADZM ouvre et tient, dans une banque commerciale agréée par le Gouvernement de l'Albanie (le "Gouvernement") et le FIDA, deux comptes, l'un libellé en monnaie locale et l'autre en dollars des États-Unis pour les opérations du programme ("comptes du programme ADZM"). Le directeur exécutif et le directeur financier de l'ADZM sont pleinement autorisés à utiliser les comptes du programme ADZM. L'ADZM ouvre et tient également, dans une banque commerciale agréée par le Gouvernement et le FIDA, un compte courant libellé en monnaie locale pour les opérations du programme pour chaque bureau du réseau de l'ADZM ("comptes des bureaux du réseau de l'ADZM"). L'ADZM indique au FIDA quels personnels des bureaux du réseau de l'ADZM sont autorisés à utiliser le compte des bureaux du réseau de l'ADZM pour toutes les opérations du compte. Les comptes du programme ADZM et les comptes des bureaux du réseau de l'ADZM sont protégés contre toute compensation, saisie ou saisie-arrêt selon des modalités proposées par le Gouvernement et acceptées par le FIDA.
- b) Le FFZM ouvre et tient, dans une banque commerciale agréée par le Gouvernement et le FIDA, deux comptes, l'un libellé en monnaie locale et l'autre en dollars des États-Unis pour les opérations du programme ("comptes du programme FFZM"). Le directeur exécutif et le directeur financier du FFZM sont pleinement autorisés à utiliser les comptes du programme FFZM, et les deux signataires sont requis pour toutes les opérations du compte. Les comptes du programme FFZM sont protégés contre toute compensation, saisie ou saisie-arrêt selon des modalités proposées par le Gouvernement et acceptées par le FIDA.

2. Autres conditions de suspension. Le FIDA:

- a) peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si:
 - i) les statuts du FFZM et/ou la charte de l'ADZM, ou l'une quelconque de leurs dispositions, ont fait l'objet d'une dérogation ou ont été suspendus, abrogés, amendés ou modifiés sans l'assentiment préalable du FIDA, et si ce dernier a déterminé que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu ou aura vraisemblablement un effet matériel préjudiciable sur le programme;
 - ii) une autorité compétente a pris des mesures visant la dissolution de l'ADZM et/ou du FFZM, ou la suspension de leurs opérations, ou s'il a été engagé une action ou une procédure visant la distribution de tout actif de l'ADZM et/ou du FFZM à leurs créanciers.
- b) suspendra le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si le rapport d'audit n'a pas été dûment établi dans les douze mois suivant la date de clôture de l'exercice comptable.

3. **Pratiques phytosanitaires.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales conformes aux termes des conditions générales, le Gouvernement prend ou fait prendre, dans le cadre du programme, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du programme ne comprennent aucun pesticide, soit interdit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ou l'Organisation mondiale de la santé.

4. **Assurance du personnel du programme.** L'ADZM et le FFZM assurent le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément aux procédures en usage dans le pays.

5. **Examen à mi-parcours**

a) Les objectifs indicatifs que l'ADZM doit atteindre à la date de l'examen à mi-parcours pour que le Gouvernement puisse solliciter du FIDA de nouveaux prêts, que ce dernier soumettra à son Conseil d'administration aux fins de la composante ADZM, sont les suivants: i) cadre institutionnel ADZM réorganisé et en place, y compris un réseau de bureaux opérationnel; ii) existence démontrée d'une base de financement élargie pour les opérations appuyées par l'ADZM; et iii) systèmes et procédures de planification et d'analyse du programme fonctionnant conformément aux dispositions de l'Accord de prêt.

b) Les objectifs indicatifs que le FFZM doit atteindre à la date de l'examen à mi-parcours pour continuer de bénéficier des prêts prévus dans l'Accord de prêt aux fins de la composante FFZM sont les suivants: i) obtention de la licence bancaire; ii) croissance du portefeuille conforme au plan de croissance et de financement du portefeuille; iii) caractérisation des emprunteurs conforme au centrage du programme sur la réduction de la pauvreté dans les zones montagneuses; et iv) ajustement de la structure de propriété conforme aux projections.

6. **Problématique hommes-femmes.** Il est tenu compte de la problématique hommes-femmes dans les domaines suivants:

a) collecte et analyse des données sur la structure et les processus socioéconomiques des zones montagneuses;

b) égalité des sexes i) dans la représentation au conseil d'administration de l'ADZM; ii) pour les épargnants, emprunteurs, clients/actionnaires du FFZM/nouvelle banque; iii) dans les programmes d'investissements stratégiques; et iv) dans la participation aux réunions locales et nationales relatives aux zones montagneuses;

c) reconnaissance et prise en compte explicites, dans l'élaboration des politiques régionales, des besoins et vellétés des femmes des zones montagneuses en matière de développement; et

d) système de suivi et d'évaluation du programme, qui inclura (autant que possible) des données ventilées par sexe.

7. **Conditions de retrait.** Il n'est effectué aucun retrait visant l'obtention de crédits supplémentaires au titre du prêt avant qu'un accord de financement subsidiaire signé entre le Gouvernement et le FFZM, acceptable tant en la forme que sur le fond pour le FIDA, ne soit remis par le Gouvernement au FIDA, et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de financement subsidiaire ne soient remplies.

8. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- a) l'ADZM a dûment reconstitué son conseil d'administration;
- b) le Gouvernement, le FFZM et le FIDA ont convenu d'un calendrier d'exécution pour la restructuration du FFZM;
- c) le conseil d'administration de l'ADZM a, suivant une procédure de recrutement concurrentielle et transparente, dûment nommé un directeur exécutif selon des conditions acceptables pour le FIDA;
- d) le Gouvernement a dûment nommé un directeur exécutif du FFZM avec l'assentiment préalable du FIDA;
- e) l'ADZM a dûment recruté des administrateurs avec l'assentiment préalable du FIDA;
- f) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- g) un avis juridique favorable délivré par le Ministre de la justice et acceptable tant en la forme que sur le fond pour le FIDA a été remis à ce dernier par le Gouvernement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

ALBANIA

Land area (km² thousands) 2003 1/	27	GNI per capita (USD) 2003 1/	1 740
Total population (millions) 2003 1/	3.17	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	5.4
Population density (people per km²) 2003 1/	116	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	1
Local currency	Lek (ALL)	Exchange rate: USD 1 =	ALL 100
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	0.3	GDP (USD million) 2003 1/	6 124
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	17	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	6	1983-93	-3.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	18	1993-03	6.1
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	74	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% agriculture	25
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% industry	19
Total labour force (million) 2003 1/	1.60	% manufacturing	10
Women's labour force as % of total 2003 1/	42	% services	56
Education		Consumption 2003 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	107 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	9
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	1 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	89
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	2
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	32 a/	Merchandise exports 2003 1/	453
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	14 a/	Merchandise imports 2003 1/	1 864
Health		Balance of merchandise trade	-1 411
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	3 a/	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people) 2003 1/	1 a/	before official transfers 2003 1/	-1 331
Population using improved water sources (%) 2002 2/	97	after official transfers 2003 1/	-407
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2003 1/	178
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	89	Government Finance	
Agriculture and Food		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	20	Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	612 a/	Total external debt (USD million) 2003 1/	1 482
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	106	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	20
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	3 167	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	3
Land Use		Lending interest rate (%) 2003 1/	14
Arable land as % of land area 2003 1/	21 a/	Deposit interest rate (%) 2003 1/	8
Forest area as % of total land area 2003 1/	36 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	49 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators*, CD Rom 2005.

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005.

PREVIOUS IFAD FINANCING IN ALBANIA

Project Name	IFAD Approved Financing (USD'000)	Board Approval	Loan Signing	Loan Effectiveness	Current Closing	Project Completion Date	Cooperating Institution	Project Status
Northeastern Districts Rural Development Project	11 600	02 Dec 93	16 Feb 94	19 Apr 94	30 Jun 03	31 Dec 02	UNOPS	Closed
Small-Scale Irrigation Rehabilitation Project	9 023	06 Dec 94	05 Apr 95	08 Aug 95	01 Jul 03	31 Dec 02	UNOPS	Closed
Mountain Areas Development Programme	13 667	09 Dec 99	28 Jan 00	20 Jul 01	31 Mar 08	30 Sep 07	UNOPS	Ongoing

UNOPS = United Nations Office for Project Services.

LOGICAL FRAMEWORK

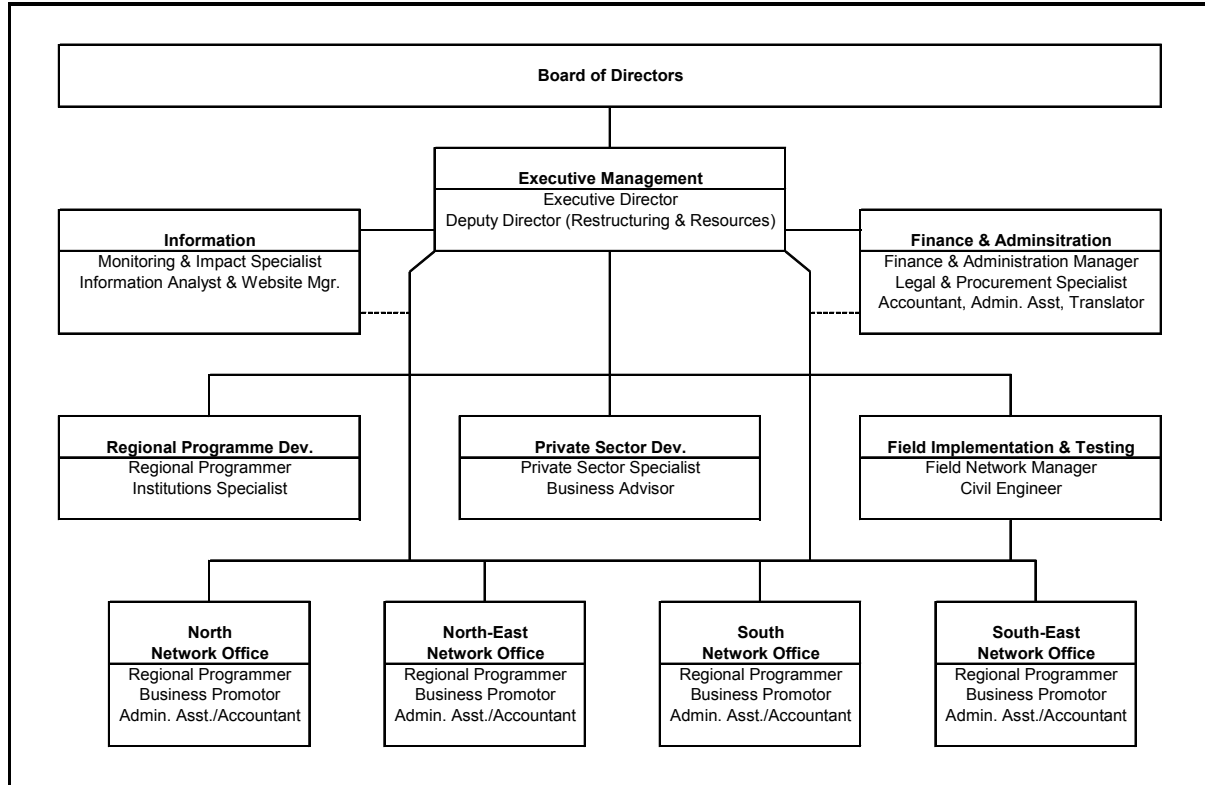
Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Goal Income of households in mountain area communes increased.	<ul style="list-style-type: none"> • Reduction in percentage of rural poor people living on USD 2/day. • Increase in ownership of household assets. • Reduction in the prevalence of chronic malnutrition for children under 5 (stunting, i.e., height-for-age). • Increase in the number of households with improved sanitation. 	Living Standards Measurement Survey or Demographic and Health Survey data disaggregated by district. Impact assessment surveys. Albanian Institute of Statistics studies. National Human Development Report.	
Purpose/Objective Sustainable regional development programme that is implemented for the mountain areas and that accelerates poverty-reducing economic growth.	<ul style="list-style-type: none"> • % of costs of development and local plans financed (by national government, other investors). • Number of businesses operational, three plus years after establishment (by type of business, gender of owner). • Increased percentage of working age population employed, particularly among vulnerable groups. • Public infrastructure operational and maintained, three plus years after investment. 	National budget. Local government budgets. MADA and network office sources. Albanian Institute of Statistics employment data, studies. Albanian Institute of Statistics structural business surveys.	Macro economic and political stability.
Outputs 1. MADA operates as a regional development agency capacitating local governments, civil society (including the private-sector) to plan development and to prioritize and implement investments.	<ol style="list-style-type: none"> 1.1. Mountain Area Regional Development Programme that explicitly takes into account the needs of women and vulnerable groups defined and published by programme year 3. 1.2. Development plans defined and published by programme year 4 for at least 50% of districts, with the remainder by programme year 5 in line with the overall mountain area programme framework and explicitly taking into account the needs of women and vulnerable groups. 1.3. Number of micro-projects implemented locally (by type). 1.4. Sufficient budgetary resources allocated by the Government for continued MADA operations. 1.5. Increased tax revenue in mountain area districts. 1.6. Special needs and opportunities in mountain areas included in national policy framework. 	MADA annual report. Government annual budget. Local government development plans. Local government budgets. NSSD progress reports.	Adequate professional capacity present in respective organizations to implement activities and for analysis and decision making. Financial products of the transformed MAFF competitive in the market place. Confidence in business environment sustained or increased among investors in mountain areas. No political interference in the selection or location of supported infrastructure.

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
2. Civil society (including private sector) engaged in local and national planning processes.	2.1. Civil society (including private sector) represented on MADA board (at least 50%). 2.2. Number of civil society participants (including private sector) in district and national mountain area fora, at least 20% women.	MADA annual report. Minutes of national/district fora.	
3. MAFF converted into fully licensed rural commercial bank by programme year 5 and operationally focused in mountain areas.	3.1. 20 000 rural savers by 2010 (at least 20% women). 3.2. Total client savings reaches USD 22 million by 2010. 3.3. 10 000 rural business borrowers by 2010 (at least 20% for woman-owned businesses) 3.4. Total business loan portfolio reaches USD 40 million by 2010. 3.5. At least 5 000 private clients (at least 20% women) own the majority of the bank's equity. 3.6. Operational and financial self-sufficiency ratios (%) endorsed by Bank of Albania and shareholders. 3.7. Portfolio at risk (%) within Bank of Albania guidelines.	MAFF/new bank records/annual report. Reports of MAFF/new bank shareholder meetings. Bank of Albania supervision office.	
4. Management and technical skills of mountain area private sector enhanced.	7.1. Increase in utilization of business development services in mountain areas. 7.2. Increase in % of loan approvals by financial institutions for mountain area enterprises. 7.3. Number of participants in SIPs taking up new approaches, by commodity/value chain (disaggregated by gender). 7.4. Number of full-time equivalent jobs created.	Business development services' records (Small Business Credit and Assistance Project records and analysis). Banks/financial institutions published records. MADA networks' case studies (business specialist/business promoters). Albanian Institute of Statistics structural business surveys. Commune and regional tax records.	
5. Multiplier effects of small-scale economic infrastructure investment demonstrated.	5.1. Number and type of infrastructure financed other than by SDRMA. 5.2. Number of full-time equivalent jobs created in new businesses. 5.3. Number of new businesses established (by type of business). 5.4. Reduction in transaction costs.	Local government budgets. Case studies of infrastructure investors. MADA network case studies (business specialist/business promoters). Albanian Institute of Statistics structural business surveys. Commune and regional tax records. Small and medium enterprise development agency data.	

Narrative Summary		Verifiable Indicators		Means of Verification	Assumptions/Risks
Inputs					
<u>Category</u>	USD '000	Financier	USD '000	Loan Agreement	Government's endorsement of SDRMA investment framework and procedures (outlined in Appraisal Report)
Civil works	12 459	IFAD loan	8 000	President's Report	
Equipment and goods	1 122	Financier(s) (to be determined)	5 000		
Vehicles	60	Cofinancing	4 513		
Technical assistance	1 781	Clients/investors/communities	1 735		
Training, networking and workshops	1 235	Government (budget)	2 189		
Studies and surveys	205	Government (taxes and duties)	2 818		
Incremental credit	1 500	Total financing	24 255		
Grants and awards	2 200				
Recurrent expenditures	3 275				
Total base costs	23 837				
Physical and price contingencies	418				
Total programme costs	24 255				

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

MADA ORGANIZATIONAL STRUCTURE
PROGRAMME FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN RURAL MOUNTAIN AREAS



PROGRAMME FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN RURAL MOUNTAIN AREAS
MAFF ORGANIZATIONAL STRUCTURE

